

Cependant, ce qui me préoccupe encore plus, c'est la façon dont on a agi envers Terre-Neuve. Il me semble que cette province, encore jeune dans la confédération, comme l'a signalé hier soir l'honorable député de St-Jean-Est (M. McGrath), aurait dû obtenir des égards spéciaux au lieu du piètre traitement qu'elle a reçu. Dès 1924, l'honorable député de St-Jean-Ouest (M. Browne), ministre sans portefeuille dans le présent cabinet, comme la Chambre le sait bien, faisait partie du parlement souverain d'un dominion britannique. Il était membre du cabinet d'un dominion britannique. Il a fait partie de la magistrature. Il était, me semble-t-il, la personne toute désignée pour devenir ministre de la Justice. Il a même été boursier Rhodes et possède toutes les qualités de l'honorable député de Kamloops (M. Fulton), doublées de beaucoup plus d'expérience. Et qu'en a-t-on fait? Un ministre de second rang. Que faut-il en conclure? Soit que, de l'avis de son chef, l'honorable député de St-Jean-Ouest n'était pas à la hauteur, soit que Terre-Neuve n'ait pas mérité un régime de premier rang.

**Une voix:** Elle n'a jamais eu de ministre de premier rang auparavant.

**L'hon. M. Pickersgill:** Je m'attendais à cette interruption, monsieur l'Orateur. Le premier ministre n'est sans doute pas du même avis que l'honorable député, car tout le long de la campagne électorale il m'a complimenté en exagérant mon importance au sein de l'ancien gouvernement. Personne, pas même l'honorable député de Saint-Jean-Est, ne contestera que j'ai pu exercer quelque influence sur les affaires du pays au cours des quatre dernières années...

**L'hon. M. Churchill:** Et quelle influence avez-vous maintenant?

**L'hon. M. Pickersgill:** ...et que, dans une certaine mesure, cette influence n'a pas nui à Terre-Neuve.

**Une voix:** Comment avez-vous échoué à Terre-Neuve?

**L'hon. M. Pickersgill:** Je suis tout disposé à m'en remettre à mes commettants; si l'honorable député veut obtenir une aussi belle majorité que la mienne, il n'aura plus aucune raison de se plaindre.

**L'hon. M. Churchill:** Comment vous gagnez-vous leur appui?

**M. Fraser:** Comment vous y prenez-vous?

**L'hon. M. Pickersgill:** Quelques mots au sujet de la politique commerciale du gouvernement. Je ne m'aventurerai pas sur le terrain déjà couvert par l'honorable député d'Algoma-Est (M. Pearson). Je veux exposer

[L'hon. M. Pickersgill.]

surtout le point de vue des provinces de l'Atlantique. Je ne crois pas que la visite du premier ministre à Londres nous ait beaucoup préoccupés dans un sens ou dans l'autre. Nous n'avions pas à nous inquiéter beaucoup lorsqu'il a dit avoir une formule destinée à accroître le commerce avec le Commonwealth, parce que toute personne saine d'esprit souhaite un accroissement de ce commerce.

Toutefois, nous avons réellement commencé à nous inquiéter lorsque le premier ministre est rentré de Londres avec cette formule de dérivation de 15 p. 100, formule que, semble-t-il, il n'avait jamais débattue avec le cabinet, qu'il s'est empressé de communiquer aux journaux et à tout le monde, et au sujet de laquelle nous n'avons pu, jusqu'aujourd'hui, obtenir aucune précision. Ce qui nous inquiète réellement, et si le premier ministre entretient des doutes à ce sujet, il n'a qu'à parcourir les articles de fond du *Chronicle Herald* d'Halifax, journal indépendant... (*Exclamations*) Est-ce que l'honorable député veut prétendre que ce journal n'est pas indépendant? S'il le prouve, j'accepterai la correction.

**Une voix:** Voyez comme nous laissons passer celle-là.

**L'hon. M. Pickersgill:** Aucune personne réfléchie des provinces atlantiques ne pouvait comprendre une proposition tendant nettement à priver notre meilleur client d'une partie de son commerce, et c'est tout ce que signifie la proposition, rien d'autre. Qu'il y ait lieu d'accroître le commerce du Commonwealth, soit, mais que le premier ministre du pays entreprenne délibérément de nuire aux exportations de notre meilleur client, voilà qui nous a paru très dangereux en vérité. Nous estimions et nous en avons eu la preuve depuis, comme le faisait observer l'autre jour l'honorable député de Charlotte (M. Stuart), que la proposition de 15 p. 100 du premier ministre, cette proposition irréfutable, comme l'appelait l'honorable député d'Algoma-Est, a durci tous les milieux protectionnistes aux États-Unis, alors que le précédent gouvernement avait réussi assez bien dans l'ensemble à bloquer leurs manœuvres. Ces craintes sont très répandues; aussi, j'espère que le ministre du Commerce (M. Fleming) était réellement dans le vrai lorsqu'à Washington il a dit que, dans l'idée du premier ministre, ce chiffre de 15 p. 100 ne représentait qu'une façon de parler.

**L'hon. M. Fleming:** Pas du tout!

**L'hon. M. Pickersgill:** Nous avons eu un autre sujet de préoccupation, l'attitude désinvolte du gouvernement...